

Réponse à la Consultation Publique n° 2025-11 relative aux niveaux de dotation d'EDF SEI, Gérédis et EEWf au titre du fonds de péréquation de l'électricité (FPE) pour les années 2026 à 2029, au niveau de dotation d'EDM pour 2026, au cadre de régulation associé et à la modification du TURPE 7

La présente consultation aborde plusieurs questions relatives à la tarification des réseaux de distribution d'électricité :

- D'une part, elle présente des évolutions portant modification des TURPE 7 HTA-BT et HTB, notamment :
 - Elle apporte des précisions sur les zones éligibles au tarif optionnel injection-soutirage qui s'appliquera à compter du 1er août 2026,
 - Elle envisage l'introduction d'indicateurs de qualité de services financièrement incités pour les entreprises locale de distribution (ELD) desservant plus de 100 000 clients au FPE forfaitaire,
 - Elle envisage de permettre l'attribution d'heures creuses méridiennes aux utilisateurs des réseaux ;
- D'autre part, elle présente les orientations préliminaires de la CRE sur le cadre de régulation que la CRE envisage de retenir pour EDF SEI, EEWf et Gérédis sur la période 2026-2029, ainsi que les orientations de la CRE concernant les niveaux de dotations dont bénéficieront les GRD au titre du fonds de péréquation de l'électricité (FPE) sur cette même période ;
- Enfin, elle précise le niveau de dotation prévisionnelle d'EDM envisagé pour 2026.

Enedis est directement concernée par les modifications proposées par la CRE sur le TURPE 7 HTA-BT et indirectement sur les orientations préliminaires sur le cadre de régulation envisagé pour EDF SEI, EEWf et SEI pour la période 2026-2029.

Ainsi Enedis répond aux questions 1 à 3, puis 7, 9, 10, 11, 13, 15, 17,20, 21,26.

Question 1 - Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant l'incitation des délais de raccordement de la qualité d'alimentation des ELD de plus de 100 000 clients ne faisant pas l'objet d'analyse de leurs comptes par la CRE ?

La CRE envisage que le reversement des incitations aux ELD soit pris à 100 % au CRCP pour Enedis et qu'Enedis assure le versement ou la collecte auprès des GRD concernés. Ainsi, ces incitations seraient reversées (respectivement financées) à (respectivement par) l'ensemble des utilisateurs du territoire français en cas de malus (respectivement bonus).

Enedis n'a pas été sollicitée sur cette évolution proposée par la CRE. Si la CRE mettait en œuvre cette évolution, le processus devrait être validé en concertation avec Enedis, en particulier le calendrier de remontée des données et de paiement. Par ailleurs, Enedis s'interroge sur la nécessité de la mise en place d'un encadrement législatif et réglementaire du dispositif de reversement / financement envisagé par la CRE et qui serait mis à la charge de Enedis, afin d'en assurer la sécurité juridique.

En complément, Enedis devrait être compensée des charges liées à ce reversement, charges opérationnelles et intérêts financiers, cette mission n'étant pas prévue lors de l'établissement

du TURPE 7 distribution. De plus, les montants de ces bonus ou malus doivent être exclus du plafond du coefficient k d'apurement du CRCP d'Enedis (+/-3% pour le TURPE 7).

Enedis considère que les cibles fixées pour chacun des GRD doivent tenir compte des conditions d'exercice de chacun et ne peuvent être uniformes, dans un cadre d'objectivation et d'incitation à la performance.

Question 2 - Êtes-vous favorable aux modifications de critères techniques de définition des zones et aux évolutions des listes envisagées par la CRE pour la composante injection soutirage ?

Dans les délibérations TURPE 7 HTA-BT et HTB, la CRE a introduit une composante annuelle d'injection-soutirage optionnelle pour les capacités de stockage raccordées aux niveaux de tension HTA, HTB 1 et HTB 2, applicable à compter du 01/08/2026.

La CRE vise ainsi à inciter les installations de stockage à adopter un comportement permettant de réduire les pointes locales de réseau, qu'il s'agisse de pointes locales d'injection ou de soutirage. Pour les poches en injection,

- La délibération TURPE 7 HTA-BT définit les poches injection HTA comme étant les « poches **saturées** en injection dans le cadre d'un S3REnR et dont la majorité de la puissance installée ou en file d'attente, en injection, correspond à de la production photovoltaïque. »
- La délibération TURPE 7 HTB définit les « zones d'injection photovoltaïque » HTB comme étant « les poches pour lesquelles la majorité des pointes dimensionnantes de la poche correspondent à des pointes d'injection, et plus de 80 % de ces pointes d'injection sont situées entre 11h et 18h ».

La CRE relève une incohérence entre les zones d'injection déterminées selon les critères de définition en HTB et les zones d'injection déterminées selon les critères de définition en HTA : une majorité des postes sources classés en zone d'injection en HTB ne sont pas classés en zones d'injection en HTA alors même que la production solaire se développe majoritairement sur le réseau de distribution.

La modification proposée par la CRE vise à rendre cohérentes les listes des zones HTA et HTB et de les étendre aux poches situées en aval des zones d'injection définies par RTE.

Ainsi, elle prévoit pour la HTA en injection d'appliquer les critères de choix suivants des zones éligibles à la composante annuelle d'injection : « poches saturées en injection dans le cadre d'un S3REnR et dont la majorité de la puissance installée ou en file d'attente, en injection, correspond à de la production photovoltaïque, et, les poches situées en aval des zones d'injection définies par le gestionnaire du réseau de transport. »

Enedis prend acte de l'extension de la définition des zones d'injection HTA, et souligne l'intérêt d'une mise en cohérence tarifaire des zones HTA et HTB. Afin de renforcer la transivité des signaux dans les règles tarifaires HTB et HTA, Enedis considère qu'il serait pertinent de supprimer le critère de saturation initial établi pour la HTA pour conserver uniquement le critère adopté en HTB. La juxtaposition des deux critères peut en effet questionner la cohérence des tarifs.

En conséquence, le niveau du tarif fixé devrait également évoluer afin de garantir le reflet des coûts moyens aux différents niveaux de tension du réseau à l'aval des poches d'injection HTB.

Par ailleurs, cette approche étant retenue, la proposition d'appliquer aux postes nouvellement créés la catégorisation de leur plus proche voisin paraît cohérente.

Question 3 - Êtes-vous favorable à l'autorisation d'attribution d'heures creuses méridiennes entre 11h et 14h ?

Dans la délibération TURPE 7 HTA-BT, la CRE prévoit qu'il n'est pas possible d'attribuer des heures creuses méridiennes (11h-14h) durant la saison haute.

Cet aménagement visait à intégrer les contraintes associées à certains pics de consommation à des périodes critiques pour le système, soit d'abord un enjeu d'Equilibre Offre Demande avant un enjeu réseau. Cette analyse s'inscrivait directement dans la continuité de la période de crise de l'énergie observée lors de l'hiver 2022/2023.

Néanmoins, il est également observé que les enjeux EOD se déforment aussi progressivement et les contraintes associées.

Enedis a au contraire identifié des contraintes potentielles pour le système électrique par l'application de ce gel d'attribution d'heures creuses méridiennes (11h-14h) durant la saison haute : ce gel conduirait à concentrer les heures creuses diurnes sur une plage horaire réduite et par conséquent à synchroniser le début des heures creuses d'un nombre important de clients se traduisant par des appels de puissance trop brutaux.

Ainsi durant l'été Enedis et RTE ont réinterrogé ces contraintes à l'aune des impacts du PV en Europe et ont abouti à la nécessité de pouvoir attribuer des heures creuses méridiennes (11h-14h) pour les nouveaux clients durant la saison haute.

Enedis est donc favorable à l'orientation préliminaire de la CRE visant à autoriser l'attribution des heures creuses méridiennes (11h-14h) durant la saison haute.

[Redacted text block]

[Redacted text block]

[Redacted text block]

[Redacted text block]